

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18110 - 70ÈME ANNÉE

Le Conseil départemental déjà au pied du mur

La majorité de droite face à la crise de la filière canne-sucre : quelle solution ?



Le Conseil départemental hérite de la compétence du Conseil général sur l'agriculture. La nouvelle majorité a-t-elle des propositions pour l'avenir de la canne à sucre à La Réunion? Si oui qu'elle communique sans tarder.

Lors d'une conférence de presse hier à la permanence de l'Alliance, Paul Vergès a tiré les premiers enseignements des premières élections départementales à La Réunion. Le PS commence à subir les conséquences de sa décision de refuser l'union avec l'Alliance lors des régionales de 2010. La droite cherche à obtenir tous les pouvoirs. C'est pendant une période de sept années ouverte par ces élections départementales que La Réunion a des rendez-vous redoutables. Le premier est l'avenir de la filière canne. Quelle est la réponse des élus du Conseil départemental, assemblée responsable de l'agriculture à La Réunion, dans la crise qui se dessine ?

Lors d'une rencontre avec les journalistes hier à Saint-Denis, Paul Vergès a tiré les premiers enseignements des élections départementales. Il constate qu'en France, peu de choses ont changé.

Le second tour a confirmé le premier avec quelques précisions. La progression de l'extrême droite est stoppée, elle ne dirigera pas de département. L'échec du PS considérable avec la perte de plus ou moins

25 départements. Le sénateur souligne une remise en cause d'une situation que l'on pensait établie pour longtemps : les communes et les Conseils généraux ne sont plus majoritairement dirigés par la gauche

en France. Le gouvernement va-t-il changer sa ligne fondamentale, interroge Paul Vergès.

Affaiblissement des moyens de pression

À La Réunion, « une bonne moitié des Réunionnais s'est refusée à aller voter », indique le parlementaire réunionnais. C'est pour lui un prolongement politique de la crise, « l'attitude des électeurs tient compte de cette crise économique et sociale ».

Ce Conseil départemental est issu d'une réforme électorale. L'application de la loi change la donne. « Le Conseil général était le syndicat des maires et des adjoints aux maires pour les grandes communes », mais dans le Conseil départemental, les maires de Cilaos, l'Entre-Deux, Salazie, Sainte-Rose, Saint-Philippe, Trois Bassins, les Avirons ne sont plus représentés. « Quelles vont être les conséquences quand on voyait le rôle joué par les maires des petites communes », demande Paul Vergès.

Il note aussi la persistance du clientélisme dans ces élections, avec le recours aux emplois aidés. Mais un fait nouveau, « c'est l'affaiblissement de l'impact des moyens de pression municipale ». Le sénateur passe en revue quelques cantons en lice. À Saint-Benoît, un des candidats soutenus par la municipalité est battu. À Saint-André, commune de plus de 50.000 habitants, sur 3 cantons, un seul est gagné par la municipalité. À Saint-Denis, sur 4 cantons, 3 sont perdus par l'équipe soutenue par la commune. Dans ces 3 cantons perdus, parmi les candidats battus il y a le 1er adjoint au maire de Saint-Denis, et les deux députés de Saint-Denis. À Saint-Paul, le maire était remplaçant d'un candidat, il est battu. À La Possession, la maire est vaincue.

La responsabilité du PS sanctionnée

L'information importante, c'est le sort du PS à La Réunion, indique Paul Vergès. En 2012, c'était le triomphe à la présidentielle, puis 5 députés sur 7. Des commentateurs voyaient cette tendance s'installer dans la durée, elle n'a vécu que quelques années seulement.

L'influence de la politique en France du gouvernement, condamnée par une grande partie de l'opinion, n'est

pas la seule explication. L'élément plus important et aggravant est l'attitude de la fédération socialiste, estime le sénateur. Il précise « la responsabilité considérable de la décision du PS de refuser l'Alliance au dernier moment au Conseil régional ». Il rappelle quelques détails : « la délégation du PCR téléphone à celle du PS pour savoir à quel endroit on signait l'accord, au tout dernier moment le PS change d'avis pour dire : pas d'accord ».

Les conséquences sont considérables : le projet Perben de nouvelle route du littoral n'est pas réalisé. La décision de la droite qui reçoit le cadeau du PS, c'est de refuser le projet Perben, d'éloigner la route dans la mer, de faire 6 voies. C'est la suppression du débat entre les entreprises engagées sur le marché du tram-train.

Paul Vergès revient aussi sur la suppression de la MCUR. Or, le président de la République sera prochainement en Guadeloupe pour inaugurer une Maison des civilisations et de l'unité réunionnaise spécifique à la Guadeloupe.

Le résultat est là, c'est la sanction par le corps électoral. Le prix que paie le PS sera beaucoup plus lourd que celui payé par le PCR, dit en substance Paul Vergès.

Une solution dans les trois mois

La marque du scrutin du 29 mars aura des conséquences dans la perspective de la droite victorieuse. Elle fait des plans à long terme : régionales, législatives. Les régionales et les législatives seront pour le PS des surprises aussi grandes que les départementales, dit en substance Paul Vergès. Si la droite tient sa feuille de route, alors elle aura le pouvoir pendant sept ans.

Sur cette période, le premier rendez-vous est la crise de la filière canne. Dès cette année, c'est la baisse de la prime bagasse, et à quelques mois du début de la coupe, la Convention canne n'est pas signée. Les planteurs ne savent toujours pas à quel prix ils vendront leurs cannes. Conclue d'habitude pour une durée d'au moins 6 ans, la Convention canne bute sur l'échéance 2017, date de la fin des quotas sucriers. Pour être compétitifs, les usiniers demandent une 38 millions d'aide supplémentaire de la part de l'État, soit un total de 128 millions d'euros de subvention directe à compter de 2017. Cette aide est loin d'être acquise, car soumise à un accord préalable de l'Union eu-

ropéenne.

Pour le moment, le Conseil départemental hérite des compétences du Conseil général. La droite est au pied du mur : ses élus doivent trouver la solution dans les trois mois.

Nouveau monde, La Réunion immobile ?

Paul Vergès souligne aussi que « les APE arrivent à échéance en 2015-2016. Qu'allons-nous faire, région de l'UE, au milieu de ces 600 millions d'habitants ? »

Le sénateur note la visite récente du Premier ministre de l'Inde à Maurice. « Il va utiliser Agalega comme une base du rayonnement de l'Inde », ajoute-t-il, précisant qu'un héritage du Commonwealth, c'est la diaspora indienne dans la région. Gandhi était avocat en Afrique du Sud, nombreux sont les descendants d'Indiens à avoir lutté contre l'apartheid, ils sont aussi présents à Madagascar.

2015 est aussi l'année de la Conférence de Paris sur le Climat, où les îles tropicales joueront un rôle considérable.

La grande puissance émergente de la région sera l'Inde. Madagascar se développe, 55 millions de Malgaches vivront en 2050 à 800 kilomètres de La Réunion ; ils composeront un État 50 fois plus peuplé que notre île.

Sur ces décisions prises en 2015-2016 : le personnel politique réunionnais est-il informé, interroge Paul Vergès. Ces années seront les plus importantes de notre histoire, estime-t-il.

Il rappelle qu'en 1945-1946, les Réunionnais avaient su prendre des décisions, ils avaient une idée de ce qu'ils voulaient. C'était l'abolition du statut colonial. Mais aujourd'hui, les conséquences des décisions seront beaucoup plus importantes. Existe-t-il une prise de conscience ? Dans l'immédiat, Paul Vergès attend les solutions de cette majorité de droite sur la crise de la canne et du sucre.

M.M.

Edito

Le crépuscule des idoles des médias : PLR recule encore plus que le PS, mais qui en parle...

Juste après les législatives de 2012, Huguette Bello lance un nouveau parti. Pour le « JIR », c'était une « Machine électorale ». La lecture des articles de presse de l'époque nous rappelle ce que représentait ce parti au moment de sa fondation officielle. C'était lors d'une réunion à la salle Candin à Saint-Denis.

Dénommé PLR, il revendiquait dans ses rangs une députée, trois maires (Saint-Paul, Saint-André, Trois-Bassins) et huit conseillers généraux : 3 à Saint-André, 3 à Saint-Paul, 1 à Sainte-Suzanne et 1 à Trois-Bassins.

A ce moment, Témoignages posait la question. Etait-il juste que des personnes élues sous l'étiquette d'un parti en changeant en cours de mandat sans démissionner ? Tous avaient eu un mandat du peuple en tant que candidats du PCR ou apparentés, grâce au soutien actif et décisif du Parti communiste réunionnais. En rejoignant PLR, ils ont refusé de demander clairement la confiance de la population en provoquant des élections partielles.

C'est ainsi que pendant deux ans, la direction de ce parti a roulé des mécaniques, portée aux nues par des médias bien complaisants. Il suffit de se rappeler des sondages plaçant constamment la présidente de PLR en tant que personnalité politique préférée des Réunionnais. Une de ces enquêtes d'opinion annonçait même sa réélection dès le premier tour des municipales avec plus de 60 % des voix.

En 2014, PLR a été pour la première fois confronté au suffrage universel. Le résultat était sans appel : tous ses maires sortants ont été battus. Son bastion de Saint-Paul était

perdu par la présidente du mouvement. La claque était réelle. Mais pour les médias, l'essentiel était le recul du PCR.

Les 22 et 29 mars, PLR a de nouveau été face au suffrage universel. Au moment de sa fondation, il revendiquait 8 conseillers généraux, il n'a pu en faire élire que 2. C'est donc une perte de 6 élus. Lors de la même élection, les socialistes sont passés de 11 à 6 conseillers, soit une perte de 5 élus. Les médias titrent à l'unisson sur l'effondrement des socialistes qui perdent 5 élus, mais pour PLR qui en perd 6, un de plus, pas un mot.

On aurait pu croire que ce silence témoignait d'un désintérêt sur le devenir d'un parti si ambigu, finalement réduit à la défensive replié sur une machine municipale.

Mais la pilule est dure à avaler pour ceux qui ont donné tant de crédit à leur création médiatique. Des informations trompeuses sont même véhiculées. Ainsi sur le plateau d'Antenne Réunion hier, un titre revenait sur l'écran : « PLR et PCR tirent leur épingle du jeu ». Comment peut-on mettre sur le même plan un parti qui enregistre un tel recul, et un autre qui voit le nombre de conseillers qu'il soutient progresser ?

La prochaine élection pour ce parti, ce sont les législatives. La position de l'unique parlementaire PLR est considérablement fragilisée aux termes des départementales. Si, comme il faut s'y attendre, PLR perd son député en 2017, va-t-on encore tromper les Réunionnais en y voyant un progrès ? Le crépuscule a bien sonné pour la « machine électorale » de Bello, mais les médias s'accrochent encore à leur idole.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Grande victoire à Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit-Bazar

Michèle Caniguy et Maurice Gironcel élus avec près de 56 % des voix

La population de Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit Bazar a tranché. Elle veut que le tandem Michèle Caniguy, Maurice Gironcel soit ses représentants au Conseil départemental pour les 6 prochaines années. Elle a placé largement en tête le tandem avec près de 56 % des 12634 suffrages exprimés. Retour sur la célébration de la victoire dimanche soir à Sainte-Suzanne.



Viviane Soune-Seyne, Maurice Gironcel, Michèle Caniguy et René Sotaca s'adressent aux militants le soir des résultats.

Les candidats de l'Union des forces de progrès et du PCR, Michèle Caniguy, Maurice Gironcel, Viviane Soune-Seyne et René Sotaca remercient chaleureusement l'ensemble des électrices et des électeurs de Sainte-Suzanne, Cambuston et de Petit Bazar qui se sont mobilisés ce dimanche 29 mars 2015.

14074 électeurs, sur les 23760 inscrits se sont déplacés aux urnes, soit un taux de participation de 59,23 %. 6922 d'entre eux ont porté leurs suffrages sur les forces de progrès, laissant le conseiller général sortant loin derrière, avec un écart de près de 1500 voix.

Sainte-Suzanne vote à 59 % en notre faveur et élimine le conseiller général sortant

Maurice Gironcel fête de fort belle manière son retour dans l'hémicycle départemental, après y avoir siégé en 1993, en 2004 et en 2008. « Je re-

mercie tout d'abord l'ensemble des militants de Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit Bazar pour leur excellent travail sur le terrain, avec le soutien des élus de notre majorité. Cette Victoire est également la vôtre. J'ai une pensée particulière pour ma famille, ma femme, mes enfants qui ne m'a pas beaucoup vu depuis les fêtes de fin d'année 2014. J'ai aussi une pensée particulière pour mon Camarade Martial Turpin, notre secrétaire de section, dont le nom a été, encore une fois, trainé dans la boue par la diffusion de tracts honteux et indignes, de manière anonyme.

La population de Sainte-Suzanne a sévèrement sanctionné ce genre de méthodes. Sur les 16 967 inscrits, 10211 se sont exprimés, soit un taux de participation de 60,18 %. Notre équipe, Ensemb' pour de vraies solutions recueille 5526 voix, près de 59 % des suffrages. Le grand perdant de ce soir, Daniel Alamélou peut se mordre les doigts. S'il avait respecté sa Parole donnée, c'est lui qui aujourd'hui siégerait au Conseil départemental, comme je m'y étais engagé avec lui, en 2012. Au lieu de cela, le voilà éliminé. Il ne peut s'en

prendre qu'à lui-même et à ses conseillers. »

Forces de progrès majoritaires dans 4 bureaux sur 8 à Saint André

Michèle Caniguy conserve ainsi son poste et met en exergue « la belle alliance des Forces de Progrès qui, grâce à un travail de terrain initié depuis plusieurs mois, a permis de réduire l'écart avec le tandem soutenu par la majorité saint-andréenne. Sur les 8 bureaux de Saint-André, nous sommes majoritaires dans 4. C'est une grande Victoire face à l'équipe municipale et je la dédie ce soir à l'ensemble des militantes et des militants qui n'ont jamais baissé les bras devant l'adversité.

La population conforte ainsi nos Valeurs de Gauche face à un adversaire qui a perdu ses convictions sur le chemin de son avidité de pouvoir ».



La section PCR de Saint-Paul fait le bilan des départementales

Appel au rassemblement de tous les communistes de Saint-Paul

Au cours d'une conférence de presse, Philippe Yée Chong Tchi Kan, secrétaire de la section PCR de Saint-Paul, a lancé un appel : « la section PCR de Saint Paul, parti de Paul Vergès, appelle tous les communistes de Saint Paul à se réunir de nouveau ».



Philippe Yée Chong Tchi Kan, secrétaire de la section PCR de Saint Paul

Au lendemain des élections départementales, Philippe Yée Chong Tchi Kan souhaite «(re)faire de la politique » à Saint Paul, afin de « trouver des solutions concrètes pour la population ». Celles-ci sont possibles par le consensus, car la «convergence» est possible et « non la division » et l'exhibition « de pouvoirs illusoires, car sans consensus ». Sur les 100 candidats qui se sont présentés dans la commune, « beaucoup veulent servir le peuple, cette soif de servir a dus sens pour nous, communistes, on ne l'élude pas », raison pour laquelle, la section souhaite dialoguer avec tous les candidats qui le souhaitent.

« Effacement de la gauche » à Saint-Paul

Philippe Yée Chong Tchi Kan a tenu à faire le bilan de cette l'élection, marquée par une abstention « record, historique et dramatique » lors du 1er tour à Saint Paul : 30,9 % des Saint-Paulois se sont exprimés, contre 61,5 % d'abstentionnistes, vote blancs et nuls. Pour ce dernier,

l'élection a mis en exergue « un effacement de la gauche et non le développement de la droite », qui a usé de tout son vivier de voix.

D'ailleurs, la droite a perdu 15 % des voix entre la municipale de 2014 et la départementale de cette année, a montré le secrétaire de section du PCR. De même, la gauche a perdu 60 % de son électorat, dans un contexte où la participation a tout de même diminué de 35 % entre les deux élections.

L'analyse apportée par la section conclut qu'il y a « une différence entre les deux organisations, la droite a les capacités de mobiliser que n'a plus la gauche ». « C'est là que se mesure le gâchis, la volonté de détruire une organisation que le PCR avait installé depuis 1959 », a déploré Philippe Yée Chong Tchi Kan.

« Pendant 50 ans (1959-2008, ndlr), le PCR avait bâti une organisation qui avait au sommet de son succès 2000 adhérents », mais « en 2008, l'organisation disparaît, car une fois que le pouvoir communiste les a installés (les vainqueurs des municipales-NDLR), ils se sont attachés à détruire le PCR », a dénoncé le responsable du PCR à Saint-Paul.

D'ailleurs, « si cela avait été pour

construire autre chose, mais on constate que dans l'union PLR/PS/EELV, la chute est de 65 %, alors qu'à contrario, notre expérimentation d'union des Réunionnais sur l'essentiel, a progressé de 160 %", entre 2014 et 2015.

« On a recréé les liens »

Ainsi l'union est passée de 680 voix à 1787, « même si c'est positif, cela ne rend pas justice au travail des militants, ni à l'accueil que nous a réservé la population dans les quartiers ». En dépit des intentions, le secrétaire de section admet que « les gens n'ont pas été votés ».

Cependant, « on a recréé le lien avec la population, ça a prit du temps, car il a fallu la clarification, la rigueur des idées et des projets, et dans le respect des partenariats, on a été identifié comme communiste », a expliqué Philippe Yée Chong Tchi Kan. Le plus important pour ce dernier est qu'il faut d'une part « répondre aux reproches des abstentionnistes et admettre qu'il y a des citoyens qu'ils veulent servir le peuple. On croit au PCR qu'il n'y a que par le consensus qu'on peut créer un projet durable, capable de satisfaire la population et définir la société de demain », a assuré ce dernier.

Après une année 2012, de clarification « violente, qui nous a coûté un député et des résultats désastreux », l'année 2014 a été le moment de l'ancrage du PCR dans le paysage politique de Saint-Paul, et cette année 2015 est « le renforcement de notre identité et la différenciation avec ceux qui nous ont trahit. Les communistes, c'est nous ».

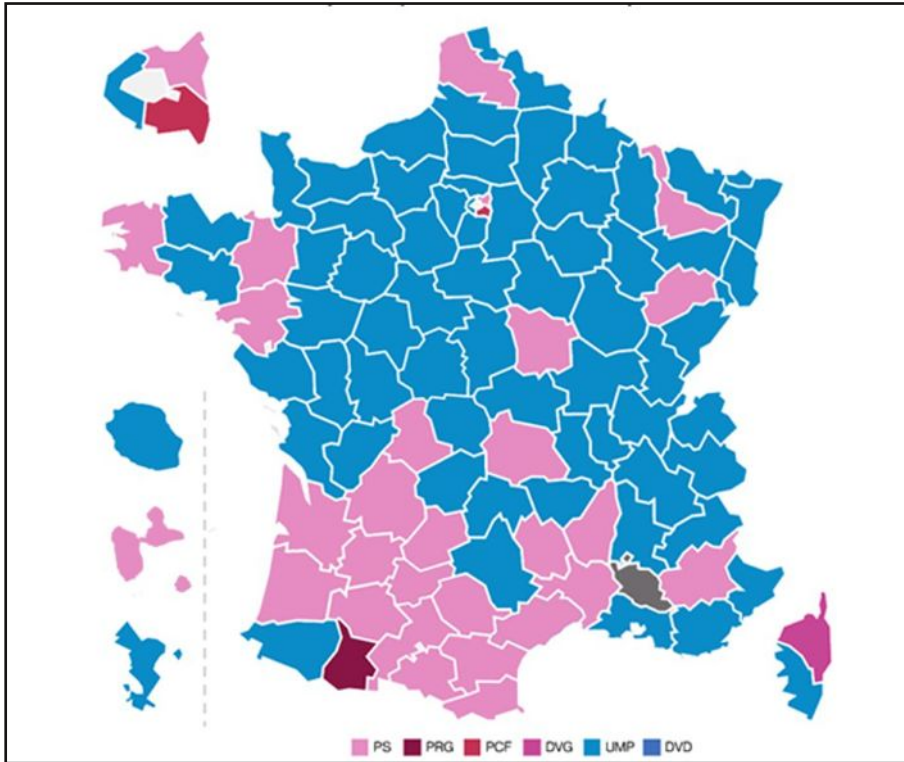
Dans un tel contexte, « la section PCR de Saint Paul, parti de Paul Vergès, appelle tous les communistes de Saint Paul à se réunir de nouveau », pour construire « un projet de développement durable car consensuel, au-delà des clivages ».

Céline Tabou

Elections départementales en France

La droite en tête, le PS laminé

La droite contrôle désormais deux départements sur trois, soit 66 départements, face à une gauche divisée, voire laminée, dont le PS qui dirige 34 départements. Enfin, le FN n'a pas atteint ses objectifs.



Nouvelle carte de France des départements

Le scrutin des élections départementales confirme le tripartisme dans lequel s'est installée la France. Mais, il marque surtout la quatrième défaite consécutive de l'exécutif en un an. Pour le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, le tripartisme est un « coup monté » qui entraînerait la « marginalisation de toute politique alternative » à gauche.

Un tripartisme installé

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis y voit « un recul d'implantation sans être une débâcle ». La gauche détenait une majorité de départements depuis 2004, malgré tout, à l'Elysée, on tente de positiver : « La gauche résiste ». Symboles de la défaite des socialistes, la Corrèze, terre d'élection de François Hollande, a basculé à droite, tout comme le fief de Manuel Valls, l'Essonne.

Suite aux résultats, le Premier ministre Manuel Valls a rapidement re-

connu une victoire « incontestable » de la droite républicaine et un « net recul » de la gauche qu'il a jugé « trop dispersée », « trop divisée ». Après sa campagne anti FN, avant et après le 1er tour, il a déploré des scores « beaucoup trop élevés » pour les frontistes, estimant qu'il s'agissait de « la marque d'un bouleversement durable de notre paysage politique ».

Bien que reconnu comme le grand gagnant de cette élection, Nicolas Sarkozy n'est pas parvenu à avoir une majorité avec son propre parti. Celui-ci est arrivé à de tels résultats grâce à une alliance avec l'UDI et le Modem. Le président de l'UMP a toutefois commenté que « ces résultats dépassent de très loin la considération locale. Les Français ont massivement rejeté la politique de François Hollande et de son gouvernement ».

Pour Alain Juppé, concurrent de Nicolas Sarkozy pour la primaire de 2016, le résultat est « une victoire de la stratégie d'alliance UMP-UDI-Modem ». Une position partagée par le patron de l'UDI, Jean-Christophe La-

garde, qui a évoqué le « choix » d'« additionner les différences » entre l'UDI et l'UMP permettant de « construire » l'alternance.

Toutefois, il reste à « construire » un vote « d'adhésion » en faveur de l'opposition, a indiqué le président du MoDem, François Bayrou. De son côté, Marine Le Pen s'est félicitée d'une « forte augmentation des scores » du FN dans les départements, qui est une « étape cruciale sur le chemin du pouvoir ».

Pas de remaniement

François Hollande ne devrait pas remanier le gouvernement, après cette élection, car « on ne peut pas remanier à chaque défaite », a ironisé auprès de l'Agence France Presse, un des proches du Président. Certains souhaitent un remaniement pour y voir entrer les écologistes et frondeurs, afin d'unir la gauche en vue des régionales de décembre et de la présidentielle.

Espérant une reprise de l'économie, François Hollande a décidé de garder le « cap » des réformes et de « redoubler d'énergie avec comme priorité l'emploi, l'emploi, l'emploi », a indiqué Manuel Valls. Une posture rejetée par la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Emmanuelle Cosse, qui a assuré que « le gouvernement doit résolument s'engager dans une nouvelle voie ». Les « frondeurs » du PS ont appelé à « un contrat de rassemblement » de la gauche, dans une déclaration signée par le collectif « Vive la gauche ». Cet appel sera le travail qui « nous attend dans les prochains jours », a expliqué la maire socialiste de Lille PS, Martine Aubry, qui a assuré qu'un « accord sur le fond » devra être adopté par toutes les parties.

Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche) a pour sa part prôné une « nouvelle alliance populaire » en vue des régionales pour ne pas laisser François Hollande et Manuel Valls réduire à « néant la belle idée progressiste de gauche ».

Céline Tabou

Anniversaire de l'association Rive

21 ans et toujours la même volonté d'aider les autres



L'équipe de Rive autour du gâteau

L'association Rive a organisé son 21e anniversaire vendredi 27 mars 2015 dans ses locaux à Saint-Denis. La Présidente, Dr Catherine Gaud, a tenu à remercier toutes les personnes qui aident l'association tout au long de l'année ou plus ponctuellement autour d'un cocktail très chaleureux et simple et du traditionnel gâteau d'anniversaire.

Elle a pu remercier les partenaires, les donateurs et les sponsors présents. Au-delà de l'aide matérielle et financière qu'ils peuvent apporter, elle a mis en avant l'apport de leur soutien bienveillant, leur fidélité, leur chaleur et leur présence.

Elle a également remercié tous ceux qui n'ont pas pu venir et qui ont témoigné leur soutien. Egalement les partenaires qui ont contribué à la réussite de la soirée: Mairie de Saint-Denis, Brasserie de Bourbon, Asia Food, Le Paradis des Délices, Mamzelle Bonbon, Klass Metiss, DJ Sam et toute l'équipe des bénévoles. La Présidente a terminé son discours sur une phrase de Saint-Augustin : « Aime et dis-le par ta vie ».

Rive, créé le 14 février 1994 est aux côtés des personnes vivant avec le VIH/sida. A l'époque, beaucoup



Catherine Gaud et Christian Robert, Président et vice-président de Rive.

d'entre elles meurent seules à l'hôpital. Interpellés par leur solitude et leur désarroi, les fondateurs de RIVE souhaitent créer une entraide et favoriser la solidarité à travers l'écoute, le partage et le soutien. Aujourd'hui Rive a élargi ses

compétences et elle accueille les personnes atteintes d'affections chroniques dont le VIH.

Bann plantaj, an déor d'kann, pou donn in bon l'élan nout dévlopman ékonomik...

Gerniome – promyé parti

Georges Gauvin la mète an kréol rényoné l'artik samedi 28 mars.

QUOTIDIEN DU PARTI
COMMUNISTE
RÉUNIONNAIS

LUNDI 7 AVRIL 1975
N° 650

Témoignages

Revue Postale 112
75, rue St. Louis
Saint-Denis
974 01 LA REUNION

ABONNEMENT
10,00 F.F. par mois.
Le numéro : 0,50 F.F.

A LA CHALOUBE AU TAMPON ET AU GUILLAUME SAINT-PAUL

■ Succès des rassemblements et défilé, samedi et hier

▷ **LES PLANTEURS DE GÉRANIUM ONT DIT AVEC FORCE LEUR REFUS DE LA RUINE ET PROPOSÉ DES SOLUTIONS IMMÉDIATES**

▷ Les élus du sud, unanimes, ont affirmé leur soutien à ces solutions



SAMEDI DANS LES RUES DU TAMPON. « LE GERANIUM NE DOIT PAS MOURIR. »

Dann zournal Témoignages lo 31 désanm 2012 té i pé lir sak i suiv ds la kriz zèrniome, inn grann kriz pou bann plantèr, épi pou bann moun la kanpagn, konm pou tout rényoné, lé pa paré pou obliyé zordi ankor :

« Dann bann z'ané soisant bann plantèr jèrniome la pa aksèp in l'inzistis konm sète zot la sibi par lo fète dé l'intégrasyon. Zot la révolté. Gouvernman la fé vnir in bordé zandarm é in bann CRS té i sort La Frans. Dann tan-la La Rényon té lo promyé prodiktèr lésans jèrniome sé dir azot si nout savoir-fèr lété in n'afèr k'i kont é téi pé pèrmète l'erop pran la tête dann séktèr-la. I fo ni ansouvien, dann tan-la, soisant mil pèrsone té i viv avèk prodiksyon-la. Pandan plizyèr z'ané demoun la batay ziskatan ké la prodiksyon i désann an flèsh. In gran kantité plantèr té ruiné é l'erop la pèrd son plas promyé prodiktèr l'ésans zèrniome èl l'avé par bann rényoné. »

Kosa i rès ankor dsi lo joiyo nout prodiksyonn jèrniome.

Si ni baz dsi bann shif la shanm l'agrikiltir : la prodiksyon l'ésans jèrniome i koné in progré par raport lo pasé – pou trap la prodiksyon l'ané 2004. Solman, kan i rodard bann shif, ou i apèrsoi... La filière sé in bann pti prodiktèr : 65 pour san bann prodiktèr i liv moins dis kilo l'ésans, 95 pour san la prodiksyon i sava pou l'ésportasion é sink pour san pou lo marshé lokal.

- * Srfas kiltivé : 150 ha
- * lo nonm prodiktèr : 140
- * Prodiksyonsyon l'ésans : 2 tone

Nou lé loin par raport nout prodiksyon dann tan d'avan. An 1965, nou té i produ 165 tone l'ésans, L'ané 1929 nou té i produi 173 tone 155 tone dan l'ané 1939 (**shi nou la tir dann plann survi PCR an 1975**). Mi sava pa rovizit la grann kriz jèrniome, mé solman pou dir ousa ni lé zordi (2 tone solman) kont plis 160 tone dann l'ané 1965. Ni oi bien nou lé bien loin d'ratrap lo pasé dsi la késtyonn nout prodiksyon l'ésans jèrniome.

Ala dé troi z'afèr nou la tir dsi lo site la Caheb (coopérativ bann zuil ésansyèl Péi Bourbon)

Sé dann disétyèm syèk in natiralis la parti dann l'afrik di sid épi li la ramenn bann boutir jèrniome épi la batiz sa geranium (in mo grèki vé dit la grue dann la lang grèk) alé oir sa la pa in géranium. Mé in pélargonium (in mo grèk pelargos i vé dir cigogne). Lo géniome – géranium rosat – la rant La Rényon dann la finisyon lo 19e syèk dann l'ané 1870 d'après sak ni pans. I plant jèrniome-la galman dann sid l'espagn, dann sid l'itali, épi osi dann Marok é dann l'Egypt... Arzout èk sa La Chine lo pli gro prodiktèr l'ésans.

(à suivre)

Oté

Ni vyinpabou di ousinonsa banna i vyinpabou konprann ?

Ziska dimansh 29 mars domoun isi la rényon konm la ba déor té i wa la vi an roz i prétan. Dopli lindi gran matin, dopli kan nou la lèvé lindi ni wa la vi an blé so kou si, mé afol pa orozman lé pa blé marinn. Bann zournalis i aranz la soss konm sa. Dopli lindi matin, an frans in trantinn déparman roz la bléi toudinkou apré zéléksyon, konm i di la ba banna la lèvé lindi matin èk la gèl do bwa. Néna in kantité dmoun la pa voté, zot i san pi a zot konsérné par lo zéléksyon, kèlkéswa lo zéléksyon, inn apré lot domoun i boykot. Néna i krwa pi ditou an la politik.

Di a mwin, poukoué in moun san travay dopli lontan, son zanfani osi lé o shomaz, in mandoné pétèt li la vot Sarkosy par dépitasyon, la bèrn a li, la li pé konprann Sarkosy lé pa nout moun. Aprés a li la vot in kou Hollande dann léspwar awar in laméliorasyon, é bin dopli 2012 li atann touzour. Sanm pou mwin, sé lo travay prinsipal pou domoun, dopli 2012 i di a nou, tanto na war lo bout di tinèl, aprés a la di a nou domin nora in léklèrsi, ni wa pa, aprés a ankor i di a nou la ropriz lé la, ousa i lé ? Donkalor sépousa néna in ti pé dmoun i vot.

Lo ti pé dmoun la parti voté yèr boudikont la vot an poundiak pou la drwat. Konm si la drwat i fé dan lo sosyal. Di a mwin kansa la drwat la pri in bon mézir sosyal. Kansréti inn, mi wa pa. Parlfèt kisa i vé siprimm lé trantsinkèr ? Kisa i donn lo RMI par shikèt ? La rotrèt, la rotrèt, kisa i vé vé travay domoun ziska swasant dizan... Mi arèt la, néna pou ranpli in liv èk bann mézir la drwat ki atann a nou. Poitan ni ésplik, ni di port antansyon, mandoné mi koné pi si ni vyinpabou di ousinonsa banna i vyinpabou konprann ?

Justin

Dovine, dovinaye. Kosa in shoz ?

Monmon, papa i kour déryer zanfani, zamé i trap pa !

.....

la rou